

nous, où la population est en grande partie formée de familles originaires d'Europe, on cultive surtout les légumes; tous les membres de la famille travaillent aux champs, mais tous ne sont pas rémunérés. Voilà un facteur qui devrait entrer en ligne de compte quand nous examinons les revenus de la ferme et que nous les trouvons élevés. Si nous faisons la même chose dans nos villes et faisons travailler tous les enfants à partir de sept ou huit ans pour le bien-être de la ville, comme le chômage y deviendrait grave! Cependant, c'est ce qui se passe à l'heure actuelle dans le domaine de la production agricole.

Nous, des régions rurales, avons la ferme conviction que nous ne sommes pas traités de la même façon que nos cousins des villes. Certains honorables députés peuvent se demander ce qui me pousse à faire une pareille déclaration, mais c'est la vérité. Aux termes de cette mesure relative aux prêts, on ne peut emprunter qu'un maximum de \$7,500 pour construire une maison et notre actif doit être bien plus important que celui dont a besoin notre cousin des villes pour acheter une maison. Nous estimons cela injuste, car tous les honorables députés savent très bien le genre de maison que l'on peut avoir pour \$7,500. Elle ne se compare pas du tout au genre de maison dans laquelle habitent nos cousins des villes.

Je voudrais parler, monsieur le président, de la nécessité d'augmenter les emprunts. Dans ma région, je le répète, il y a une grosse industrie de culture en serres. Dans l'ensemble ce sont des familles de l'endroit qui l'exploitent. Mais c'est une industrie dont l'exploitation exige de gros capitaux; elle exige beaucoup de placements. C'est le genre que nous devrions favoriser au Canada, car c'est une industrie périliciteuse; nous sommes loin de produire la quantité de légumes dont nous avons besoin. On les importe et nous dépensons des dollars canadiens aux États-Unis pour acheter les mêmes produits.

Les horticulteurs qui possèdent des serres demandent toujours plus d'argent pour pouvoir faire de leur industrie une exploitation rentable. De la façon dont cette législation sur les prêts est actuellement rédigée, elle ne prévoit pas de tels prêts.

Permettez-moi également, monsieur le président, de dire tout de suite que dans notre région nous pouvons aussi subir des désastres, comme ceux de l'Ouest. Dans ces moments, nous aimerions être traités sur un pied d'égalité et être aidés comme eux, disons par exemple, en recevant des prestations de valeur équivalente. Je proposerais d'inclure dans la loi une disposition quelconque à cet effet. Si le prêt porte sur un an et qu'un désastre, une inondation ou une tempête qui anéantit

les récoltes et l'énorme travail familial, empêche les personnes touchées de faire face à leurs paiements à tempérament, ces personnes devraient pouvoir rembourser leurs emprunts sans intérêt ou en acquittant un intérêt minime. L'Association devrait offrir ce genre de prestation.

Dans notre pays, l'assurance-récolte coûte très cher pour notre genre de récoltes. Pour le moment notre province n'a encore entrepris aucun programme d'assurance-récolte.

Sans doute le ministre de l'Agriculture a le droit de demander cent millions de dollars de plus, si au Canada l'agriculture continue de se faire comme maintenant, surtout dans le sud-ouest ontarien, où nous devons maintenant soutenir la concurrence américaine. Il y a pénurie au Canada de tous les produits que nous cultivons dans cette région; nous pourrions produire tout ce dont le Canada a besoin si le gouvernement nous apportait toute sa collaboration.

Le ministre demande cent millions de dollars. Au rythme où va l'agriculture, le ministre nous reviendra dans un an, ou peut-être avant, pour nous demander encore cent millions ou deux cents millions. Cela est-il bon pour l'agriculture? Plusieurs milliers de prêts ont été consentis aux cultivateurs jusqu'ici. Combien de millions de dollars ces cultivateurs ont-ils empruntés au pays? Un tel état de choses est-il bon pour nos cultivateurs? Sont-ce là les riches cultivateurs, comme aiment les imaginer nos cousins des villes, s'ils doivent emprunter ces millions de dollars pour pouvoir exploiter leurs fermes? Certainement pas. Si nous continuons ainsi tant qu'il conservera son portefeuille, le ministre reviendra ici demander de l'argent. Je ne sais combien de temps cela va durer, mais ce sera sûrement tant qu'il restera ministre.

Nous comptons moins de cultivateurs maintenant. Nous sommes devenus plus compétents. Je ne crois pas qu'il y ait au Canada un producteur plus compétent que le cultivateur. Je ne crois pas qu'il y en ait de plus compétents n'importe où dans le monde. Il l'a démontré par son habileté à produire de plus en plus avec une aide de moins en moins importante. Nous avons démontré aux spécialistes en agriculture et à tous les autres intéressés que nous savons produire. Je sais ce que cultiver veut dire. Je suis né et j'ai été élevé dans ce qu'on a qualifié ici ce soir de petite ferme, une unité de 50 acres. J'exploite maintenant une ferme de 200 acres et notre chiffre d'affaires est de plusieurs milliers de dollars par année. Mais en fin de compte le revenu que l'on appelle net, et dont nous entendons tellement parler, est loin d'être ce qu'il devrait être, si l'on tient compte de nos immobilisations dans cette ferme. Nous devrions cultiver ces produits dans le